

EXPOSE LIMINAIRE DU CHEF DU DEPARTEMENT
A LA CONFERENCE DES AMBASSADEURS DU MARDI 21 AOUT 1990

Nous vivons à une époque où les événements se précipitent et où ils auront tous une influence importante sur l'organisation de notre monde mais aussi sur la politique étrangère de notre pays. Il est utile que nous ayons l'occasion de débattre de ces différents problèmes et de tenter ensemble d'apporter des réponses aux questions qui nous sont posées, à nous, sans doute, aux autorités politiques, mais aussi à l'ensemble de nos concitoyens. Ceux-ci doivent trouver dans les décisions que nous serons amenés à prendre la confiance et aussi la certitude que le pays est bien dirigé et qu'il sait dans quelle voie il s'engage.

Nous n'avons, Mesdames et Messieurs, cette année à prendre congé d'aucun d'entre vous ou d'entre vos collègues, de même la chance nous a permis de ne pas avoir à regretter le décès de l'un ou l'autre de nos collaborateurs. Je signalerai brièvement que cette conférence des ambassadeurs sera la dernière à laquelle participera en qualité de chef de presse M. Michel Pache puisqu'il quittera sa fonction dans quelques semaines. Nous aurons l'occasion de le remercier spécialement.

Deux thèmes, Mesdames et Messieurs, vous ont été proposés pour guider le débat général. La nouvelle architecture de l'Europe et l'image de la Suisse. Je crois que ce sont effectivement deux thèmes et deux problèmes qui doivent déterminer la politique du Conseil Fédéral, et donc également sa politique étrangère, mais que naturellement ce qui nous intéressera aujourd'hui et pendant ces quelques jours de conférence c'est de vérifier à travers vos témoignages, à travers vos expériences, les répercussions que ces événements en Europe ont eu et auront encore sur les autres Etats, les autres continents, les autres régions. Ces thèmes forment donc un tout cohérent,

puisque la nouvelle ordonnance des relations internationales sur notre continent montre, si il en était encore besoin, la profonde interdépendance des phénomènes politiques et économiques à l'échelle planétaire. Nous avons ensemble assisté, et il faut le dire avec beaucoup d'étonnement, quelles qu'aient été les convictions profondes de chacun d'entre nous quant à la survie ou à la durée de survie des régimes totalitaires d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est, il faut bien avouer qu'il n'y a pas eu, dans notre continent, malgré les grandes analyses, malgré les savantes explications, il n'y a pas eu un seul prophète susceptible et capable d'annoncer qu'en l'espace de quelques mois, d'une demi année au plus, tous ces gouvernements et tous ces régimes seraient renversés. Cette déliquescence a pris tous les analystes de vitesse. Et maintenant alors on explique. Certains veulent voir dans ces événements le triomphe des principes qui sont à la base des sociétés occidentales. Le libéralisme économique, le pluralisme démocratique, les droits de l'homme. D'autres perçoivent dans ces événements une victoire de la dissuasion et de la volonté ferme de défense qui avait été marquée au cours de 45 ans ou même plus par le bloc occidental. D'autres enfin sont convaincus que l'essoufflement de l'idéologie surannée et la montée d'un nouveau réalisme à l'Est sont à l'origine de ces bouleversements. Toutes ces explications contiennent une part de vérité, mais aucune d'entre elles ne doit nous entraîner à une position de triomphalisme. En effet, l'ampleur des problèmes qui ont été révélés par l'estompement de la logique d'affrontement va mobiliser toutes nos énergies jusqu'alors investies dans la défense, dans l'armement. D'autre part, le déplacement du centre des conflits potentiels, l'éloignement des lignes de tension sur le continent européen, qui se trouvent maintenant situées à la marge, ou même en-dehors de notre continent nous rappellent la nécessité urgente de mettre en oeuvre des stratégies appropriées dans la vaste question Nord-Sud. Ce qui a été démobilisé ou qui pourra être démobilisé devra être réutilisé. La place de la Suisse, dans un contexte comme dans l'autre, Europe ou relations Nord-Sud, occupe donc tout naturellement notre réflexion. Ce n'est pas seulement ici

une question d'image, mais bien une réaffirmation, voire une mise à jour de notre identité spécifique.

Vous comprendrez, Mesdames et Messieurs, que je ne m'arrête pas trop longtemps sur l'analyse des divers événements, mais que je passe rapidement en revue les problèmes que nous sommes en train de traiter. Les nouvelles priorités dans le domaine de l'intégration sont devenues apparentes dès les premières propositions du Président de la Commission des Communautés Economiques Européennes, M. Delors, il y a maintenant un peu plus de 18 mois. A ces propositions et ces priorités se sont ajoutés le défi démocratique de l'Europe Centrale et Orientale; mais également, et cela n'est pas sans grande importance, la dynamique d'unification de l'Allemagne.

J'aimerais à ce sujet, au sujet de ces orientations des pays d'Europe Centrale et de l'Est signaler une déclaration qui m'a frappée la semaine dernière lorsque je rencontrais M. Wakhil, le Ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan, du Gouvernement Najibullah qui nous déclarait, au petit groupe qui le recevions: "le Gouvernement Communiste d'Afghanistan avait admis et soulignait qu'il était aujourd'hui vain d'imposer une idéologie à un peuple qui avait conservé ses racines traditionnelles et spirituelles dans un domaine et dans un terreau différent". C'est un aveu qu'il était inimaginable d'entendre et d'écouter il y a encore une année de la part d'aucun représentant d'un régime totalitaire.

La négociation en cours actuellement entre la Communauté et l'Association Européenne de Libre Echange visant à la création d'un Espace Economique Européen constitue un enjeu fondamental pour la Suisse. C'est à la fois un test pour le processus d'intégration européenne, en cela que les deux groupes d'Etats les plus compatibles au niveau de leur structure économique et de leur système politique recherchent ensemble un modus vivendi aux implications qui peuvent certes devenir existentielles. C'est en même temps une entreprise d'introspection pour notre spécificité helvétique, où notre raison d'être doit aussi pouvoir et savoir se muer en une raison de devenir.

Mesdames et Messieurs, je répète et je souligne que le Conseil Fédéral a choisi une voie qui mènera notre pays à s'intégrer à l'Europe. Il a choisi cette voie parce que les consciences de nos concitoyens et les nôtres ont sans doute été lentes à s'éveiller à ces problèmes, et qu'il aurait été dangereux, pour notre pays de nous précipiter vers la solution qui aurait pu paraître idéale, c'est-à-dire la pure et simple adhésion, sans préparation, sans discussion. Il est certain qu'on ne peut plus aujourd'hui imaginer l'engagement de notre Etat dans une communauté supranationale sans définir très exactement quel effet cela entraînera ou entraînerait sur nos structures démocratiques, sur nos institutions traditionnelles. Ce pas devra peut-être être franchi complètement, mais il importe aujourd'hui, sur le plan de la politique générale, de faire prendre conscience à nos concitoyens de leur devenir européen. C'est ce que nous cherchons, en essayant en même temps de régler sur le plan pratique les problèmes qui existent entre la Communauté et les pays de l'AELE. En essayant de faire bénéficier à notre pays et à sa population les avantages en particulier d'un marché unique, mais aussi, et cela est une dimension de plus en plus importante et très perceptible dans les milieux politiques de notre pays, de ne pas nous arrêter à la seule dimension économique des relations entre la Suisse et les pays de la Communauté, mais d'y ajouter, et cela est très important, toutes les données culturelles et scientifiques, toutes les relations entre les hommes et également, nous le souhaitons bientôt, toutes les relations dans le domaine social afin d'avoir un jour sur notre continent des règles identiques, modernes et souples.

Europe Centrale et Orientale

Alors que l'Europe Occidentale se cherchait une politique pour gérer son succès économique, l'Europe Centrale et Orientale entrainait en ébullition sur la prémisse que l'homme ne vit pas que de pain. Le binôme pain et liberté dont on a beaucoup parlé, tel qu'il m'était encore donné il y a peu de temps, je

crois que c'était la semaine dernière, de le rappeler à propos du Nord-Sud mais à travers les propos d'Albert Camus, n'a rien perdu de son actualité. La conquête de l'un ne saurait se faire sans la conquête de l'autre. C'est ainsi que l'immense mouvement de fond qui a secoué l'Europe qu'on appelait généralement Orientale, trop longtemps subjuguée, vient à temps pour donner un complément substantiel aux questions qui se posaient déjà à notre continent. Là aussi, la Suisse est très directement interpellée. Et c'est ainsi que nous devons comprendre la réaction rapide de notre pays aux nouveaux besoins apparus dans la partie Orientale de l'Europe. Et nous nous devons d'intervenir rapidement, parce que les nouveaux espoirs ont été très rapidement accompagnés de craintes anciennes touchant à la structure même de ces Etats qui n'ont pas toujours pu ou su assumer leur histoire. Nous avons découvert un groupe d'Etats réunis dans une même idéologie, travaillant ensemble à une sécurité commune, destinée à défendre cette idéologie et les territoires sur lesquels elle s'était implantée, ou où elle avait été imposée. Ce groupe d'Etats qui, recouvrant leur liberté, découvraient en même temps leur individualité et découvraient à notre grande surprise qu'ils n'avaient pas appris à coopérer et à collaborer. Pendant 45 ans ou 40 ans les Etats d'Europe Centrale sont restés isolés les uns des autres, leur seul lien c'était l'idéologie qui leur avait été imposée par la force. Ces Etats se découvrent aujourd'hui en plein déséquilibre, économique en particulier. Dès lors ils entraînent automatiquement en Europe des risques nouveaux de sécurité. C'est la résurgence des nationalités et des nationalismes. C'est les luttes des minorités. C'est les accusations qu'on peut porter d'un Etat à un autre pour lui faire prendre la responsabilité de la situation actuelle. C'est à ces problèmes là que le prochain sommet de la CSCE devra s'atteler; il aura lieu, nous vous le rappelons, au mois de novembre à Paris.

Nous devons avoir suffisamment de clarté d'esprit, mais aussi de courage pour dire à nos interlocuteurs des Etats d'Europe Centrale que leur situation ne pourra s'améliorer qu'à travers

un chemin qui sera long et difficile, mais cela dit ce chemin nous allons, et nous devons, le parcourir avec eux pour les soutenir et éviter des désespoirs qui pourraient entraîner des drames au niveau de notre continent.

L'autre grand problème, l'autre immense problème qui nous préoccupe, c'est celui des relations Nord-Sud. Nous ne pouvons pas ignorer que les pays du Sud de la planète souffrent aujourd'hui non pas uniquement de la pauvreté que nous avons toujours soulignée, non pas des catastrophes naturelles, mais de toute une série de nouveaux événements qui viennent encore obérer leur situation et qui sont dus à l'intervention de l'homme et de la civilisation occidentale dans leur territoire. Je pense plus particulièrement à toute la dimension de l'environnement, tout ce qui est vérifié comme étant gravement touché dans les pays du sud de la planète, cette pollution, ces atteintes profondes à l'environnement, nous en portons tous une large part de responsabilité. Nous pensons également au problème de la drogue, à tout son cortège de malheurs, mais aussi à tout ce que cela signifie aujourd'hui pour les pays producteurs de ces plantes destinées à la transformation en drogue pour le marché occidental. Nous ne pouvons pas ignorer notre responsabilité vis-à-vis des hommes et des femmes que les diverses péripéties de l'économie mondiale ont condamné pratiquement à ne produire sur leur sol que des éléments destinés au marché de la drogue.

Le rôle de notre coopération, au sens large, dans l'apport de solutions, est extrêmement important même si nos moyens sont aujourd'hui encore insuffisants. Tous les coopérants de notre pays et la Direction de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire ont très clairement pris conscience qu'après 30 ans de coopération technique d'aide au développement, si des progrès évidents avaient été atteints: amélioration de l'hygiène publique, prolongation de la durée de vie en particulier, rien n'était aujourd'hui à considérer comme suffisant. L'effort se poursuivra pendant des décennies, avec une vision sans doute nouvelle, c'est-à-dire qu'au-

jourd'hui et définitivement il n'y aura plus dans la coopération technique cette traditionnelle projection de l'image d'une société occidentale dans une société du Sud. Plus que jamais, nous devons insister pour que ce soit les peuples du Sud qui choisissent la voie de leur développement, et c'est cette voie là, et celle-là seule que nous devons encourager et appuyer en y apportant le plus de moyens possibles.

Le Chef algérien, Ahmed Ben Bella, quittait la Suisse la semaine dernière pour retrouver l'Algérie. Et à une question d'un journaliste de la radio suisse romande qui lui demandait ce qu'il pensait de la montée de l'intégrisme dans les pays musulmans, en lui demandant de prendre position et de définir sa situation personnelle face à ce risque, Ben Bella répondait qu'il ne faisait pas de confusion d'une part entre l'intégrisme et le fanatisme, qui pouvaient être deux choses totalement différentes; deuxièmement il a eu cette image extraordinaire que nous pouvons retenir: alors que nous parlions beaucoup aujourd'hui de la nécessité de traiter l'environnement, de le protéger, de devenir de plus en plus écologistes, eh bien que peut-être, et même certainement, dans les sociétés islamiques, l'intégrisme pourrait être une écologie de l'âme et une écologie de l'homme. C'est une réflexion dont nous devons aussi tenir compte, dans la mesure ou précisément cet intégrisme là n'est pas un intégrisme guerrier, n'est pas un intégrisme fanatique, et certainement que beaucoup d'hommes dans le monde, et dans le monde islamique pensent ainsi.

Malheureusement, nous avons vécu au cours de ces derniers jours un accident qui semblait pourtant être évitable et que notre planète n'aurait plus du revoir. Je parle des événements entre l'Irak et le Koweït. Il est bien certain que lorsque le Chef tout puissant d'un Etat voit celui-ci complètement désagrégé, son économie totalement ruinée et qu'il se trouve dans l'impossibilité de satisfaire les besoins élémentaires de son peuple il a pratiquement, hélas, une seule solution devant lui, c'est celle de désigner un ennemi pour mobiliser son

peuple, l'entraîner dans une guerre et ainsi maintenir sa position personnelle à la tête de l'Etat, c'est certainement ce qui s'est passé, même s'il est vrai, et nous devons l'admettre, que la différence de situation entre les habitants du petit Koweït, et celle des habitants de l'Irak était énorme et entraînait naturellement et automatiquement des sentiments de jalousie et d'envie.

La Suisse, devant la modification de la situation internationale, devant l'évolution des positions politiques des Etats du monde, a décidé d'être solidaire des Etats qui condamnaient l'attaque irakienne contre le Koweït. En aucune manière il ne s'agit d'un oubli de la neutralité suisse, il s'agit de l'application, tout à fait légitime, de notre politique de neutralité. Nous ne participons pas à des événements guerriers ou militaires, nous affirmons que nous sommes solidaires des Etats de la Communauté Internationale qui condamne l'agression irakienne. Nous l'avons fait rapidement, je tiens à le souligner, grâce à une équipe qui à l'intérieur du Département, a travaillé avec beaucoup de conscience et de rapidité. Nous avons pu ensuite, en une seule nuit, informer le Conseil Fédéral, lui faire prendre une décision de principe, lui transmettre les documents et enfin, le lendemain matin à six heures, le Conseil Fédéral adoptait les textes de l'ordonnance qu'il mettait en vigueur quelques heures plus tard. Je ne voudrais pas que vous croyiez que je tiens à me vanter, mais c'est tout-de-même un bel exercice, et qui prouve que le Gouvernement est rapide dans ses décisions et qu'il n'a pas été empêtré. C'est une satisfaction que je ressens personnellement très profondément. Elle a aussi, je crois, été appréciée, cette action-là par l'ensemble de notre peuple. Bien sûr les récriminations, peu nombreuses il faut le dire, nous sont maintenant connues, bien sûr on va perdre quelques millions dans telle ou telle entreprise. Comme si nous étions les seuls au monde à courir ce risque en prenant cette position alors que tous les Etats ont pris la même, comme si nous étions les seuls dont l'économie ne pouvait pas supporter une perte ou une attente d'investissement. Bien sûr et plus grave, nous

avons subi, comme les autres Etats occidentaux, je dis bien occidentaux dans le sens traditionnel du terme, puisque les soviétiques ont été traités différemment, nous avons subi le risque de la pression qui s'exerçait sur nos concitoyens au Koweït et en Irak. Bien sûr nous avons entendu votre honorable collègue, l'Ambassadeur d'Irak faire des déclarations fracassantes et menaçantes, bien sûr que cela a entraîné de la part de certains médias, des interviews ou des articles pleurnichards sur les familles de ces Suisses au Koweït et en Irak; c'est une façon de faire vibrer les cordes sensibles. Cela ne modifiera pas la position du Conseil Fédéral, puisque cela n'a jamais signifié que notre Département, à travers la cellule de crise qui avait été mise en place à cette occasion, intervenait avec les autres Etats, indépendamment des autres Etats, pour obtenir la libération sans condition, c'est à dire l'autorisation de sortir de ces deux pays de tous les citoyens étrangers en respectant ainsi le droit des gens.

Voilà, Mesdames et Messieurs, brossés très rapidement, les éléments qui ont interpellé le Conseil Fédéral, plus spécialement notre Département. J'aimerais vous remercier de votre disponibilité. Il faut aujourd'hui aller de plus en plus vite. J'aimerais vous rappeler que vous-mêmes et vos collaborateurs doivent être à même de faire des sacrifices quelquefois importants; il est parfois nécessaire de rester dans son poste à un moment difficile ou dangereux; il faut parfois le regagner rapidement lorsque les événements se compliquent. Je remercie ceux d'entre vous qui ont d'ores et déjà fait savoir, provenant du Moyen-Orient, qu'ils repartiraient immédiatement, si les événements se précipitaient ou prenaient une tournure dangereuse. Je remercie ceux d'entre vous qui ne sont pas là, qui ont décidé qu'il était peut-être préférable pour eux, parce que les actions se déroulaient chez eux-mêmes de rester à leur poste, et j'aimerais vous rappeler Mesdames et Messieurs, qu'aujourd'hui l'image de notre pays, dont vous allez parler, si elle est portée par vous-mêmes, elle est définie par la politique du Gouvernement et l'attitude de la Suisse vis-à-vis du monde et dans toutes les circonstances que vit ce

monde. J'aimerais aussi souligner la nécessaire unité de vue qui est indispensable dans notre Département. Jamais il ne m'arrivera de condamner des hommes, des femmes qui expriment des idées qui apparaissent nouvelles ou révolutionnaires, ce que je condamne, c'est que n'étant pas d'accord avec l'ensemble de la Direction du Département, certains se croient autorisés de condamner la Direction du Département au nom d'idées qu'ils n'ont pas voulu retirer, ne serait-ce que pendant quelques semaines pour que l'on puisse les analyser. Merci et je vous souhaite encore une fois une excellente conférence, nous aurons l'occasion au cours de ces prochains jours, d'échanger sans doute de nombreux propos et des civilités aussi, entre nous mais aussi des propos plus importants.

J'ouvre maintenant la discussion.

Merci.

* * * * *